

Pour le premier débat de la primaire socialiste, les candidats se déchirent sur une éventuelle alliance avec LFI

Publié aujourd'hui (jeudi 24) à 07h54 [BFM](#) JMA avec AFP Partager 



(De gauche à droite) Les candidats à la primaire du Parti socialiste (PS) et du parti de centre-gauche Place Publique (PP): Raphaël Glucksmann, Emmanuel Maurel, Ségolène Royal, Olivier Faure et Jérôme Guedj posant avant un débat diffusé sur la chaîne LCI dans le cadre des primaires du Parti socialiste (PS) et du parti de centre-gauche Place Publique (PP) en vue de l'élection présidentielle française de 2027, dans les studios de LCI à Boulogne-Billancourt, à l'ouest de Paris, le 23 septembre 2026. - Photo par JULIEN DE ROSA / POOL / AFP

Les cinq candidats à la primaire socialiste ont participé ce mercredi 23 septembre à leur premier débat. Ils se sont notamment écharpés sur les relations avec LFI, mais aussi sur la guerre en Ukraine et à Gaza.

Les cinq candidats à la primaire de l'espace social-démocrate se sont violemment affrontés ce mercredi 23 septembre au soir sur la sempiternelle question d'une éventuelle alliance avec LFI aux législatives, lors d'un premier débat télévisé.

Alors que trois des candidats, le patron du PS Olivier Faure, l'ex-candidate à la présidentielle de 2007 [Ségolène Royal](#) et le député Emmanuel Maurel ont refusé d'exclure un rapprochement avec La

France insoumise aux législatives, l'eurodéputé Raphaël Glucksmann et le député Jérôme Guedj ont dénoncé leur positionnement, lors d'une émission sur LCI au format "face aux Français", de plus de trois heures.

"Vous glissez dans la soumission à La France insoumise"

Le député [Jérôme Guedj](#) s'en est pris directement à Olivier Faure, lui reprochant son alliance lors des législatives anticipées de 2024 avec LFI. "La godille, c'est bon pour le ski, pas pour la gauche", a-t-il lancé, assurant que lui-même "s'en fichait de la survie d'un groupe socialiste" à l'Assemblée nationale.

"Vous glissez dans la soumission à La France insoumise...", a-t-il encore déploré. "Pas d'insulte!", a rétorqué Ségolène Royal.

"Si vous ne voulez pas faire d'alliance avec la gauche, vous voulez la faire avec la droite", a-t-elle critiqué.

"Arrêtons de cracher sur le reste de la gauche! Si vous dites aux électeurs insoumis qu'ils sentent mauvais, ils ne viendront jamais!", a répondu Olivier Faure, appelant à s'occuper de l'extrême droite "qui pour la première fois depuis Vichy, effectivement, peut l'emporter".

"Si par malheur Marine Le Pen arrive à l'Élysée", il faudra "se rassembler" à gauche, a aussi argumenté Emmanuel Maurel.

Mais pour Raphaël Glucksmann, "pour battre l'extrême droite, y compris aux législatives, si vous arrivez avec une alliance avec LFI, vous perdez", estimant que Jean-Luc Mélenchon "fait trop peur à trop de monde".

"On est traité de poutinolâtre"

Un peu plus tôt, la question de l'Ukraine et du conflit israélo-palestinien avaient donné lieu à des premières passes d'armes. Ségolène Royal a notamment été mise en difficulté, lorsqu'elle a [défendu l'idée de négocier avec la Russie](#).

Celle qui avait attaqué ces derniers jours le favori du scrutin Raphaël Glucksmann, qu'elle avait qualifié de "stagiaire", a estimé qu'il fallait "aider l'Ukraine à obtenir une paix juste et durable", mais "certains nous disent qu'on n'a pas le droit de parler de paix, sinon on est traité de poutinolâtre", a-t-elle déploré.

Mais Vladimir Poutine ["n'a aucune intention de négocier"](#) avec les Européens, a répliqué Raphaël Glucksmann, appelant au contraire à

"aider les Ukrainiens parce que c'est notre première ligne de défense". Ségolène Royal avait, lors du début de l'invasion russe en Ukraine en 2022, mis en doute la réalité de certains massacres, avant de s'excuser. Elle est depuis régulièrement accusée de complaisance envers le Kremlin, ce qu'elle a réfuté mercredi soir.

La situation à Gaza évoquée

Elle a également dû se défendre après avoir estimé que "la montée de l'antisémitisme n'est pas due à Israël" mais "aux actuels dirigeants" du pays, et qu'il faudrait "plus de voix israéliennes et juives pour dire que ce qui se passe" à Gaza "est intolérable".

Une injonction "incroyable" pour Jérôme Guedj. "Dire que c'est aux Juifs de se justifier du gouvernement israélien, c'est essentialiser le conflit", a-t-il dénoncé, rejoint par Raphaël Glucksmann qui a jugé que c'est "avec ce type de discours qu'à la fin on se retrouve avec un père et ses enfants qui marchent dans la rue et qui se font traiter de génocidaires juste parce qu'ils ont une kippa".

Olivier Faure a de son côté plaidé pour que le mot de [génocide](#) soit utilisé pour évoquer ce qui se passe à Gaza, ce que refuse de faire Raphaël Glucksmann.

Philippe Brun débouté

L'un des cinq candidats sera désigné par les militants, les 9-10 et 16-17 octobre, comme le représentant de la gauche social-démocrate à la présidentielle. Mais ce sera sans le député Philippe Brun, [la justice ayant rejeté à deux reprises](#) mercredi sa demande de réintégration dans la primaire.

Le député de l'Eure, qui avait ses parrainages pour être candidat, a été suspendu la semaine dernière à titre conservatoire du Parti socialiste et donc de la primaire, après des accusations de violence contre une ancienne collaboratrice, qu'il conteste.

Il s'agissait du premier des trois débats prévus pour cette primaire et destinés à attirer le grand public et rendre le corps électoral le plus large possible. Les organisateurs espèrent au moins 100.000 votants, loin de la primaire qui avait conduit à la victoire de [François Hollande](#) en 2012 (entre 2,6 et 2,8 millions d'électeurs).